

Ecrit par le 2 juin 2026

# L'Etat a renforcé son soutien aux collectivités territoriales vaclusiennes en 2020



**Pour 2020, le montant des subventions d'investissement de l'Etat au profit des collectivités locales de Vaucluse s'est élevé à près de 21M€ contre 14,6M€ en 2019. Cela représente une augmentation de +43,40% par rapport à l'année précédente.**

Ce soutien de l'Etat comprend la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) pour plus de 6,8M€, la Dotation de soutien à l'investissement public local (DSIL) avec 4,5M€, la Dotation de soutien à l'investissement public local (DSIL) exceptionnelle du plan de relance avec près de 7,2M€, le Fonds national d'aménagement et de développement des territoires (FNADT/CPER) pour 360 000€ et enfin la Dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), versée au Conseil départemental de Vaucluse à hauteur de plus de 2M€.

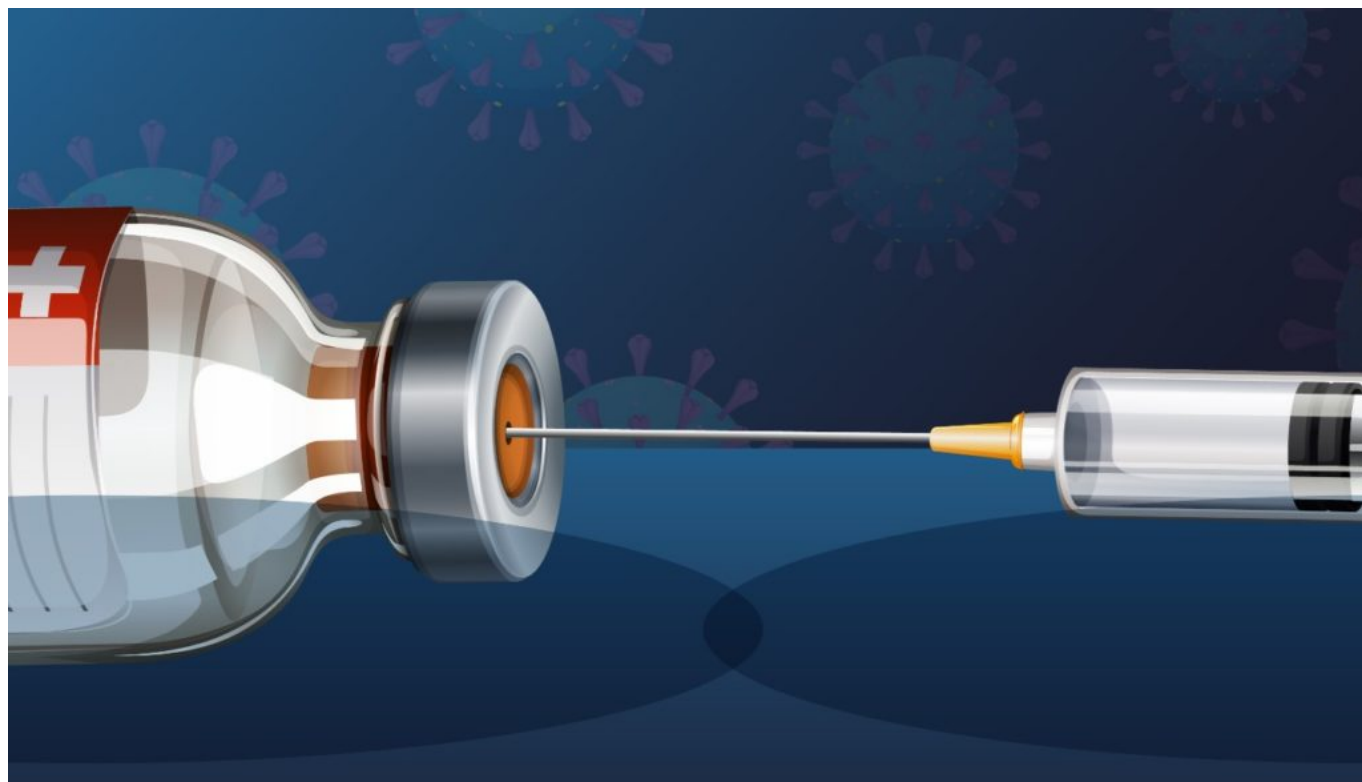
A travers la mobilisation de ces fonds, l'Etat a notamment souhaité poursuivre son soutien aux projets inscrits dans les 4 contrats de ruralité signés en 2017 en Vaucluse. En 4 ans, ce sont ainsi plus de 11,2M€

Ecrit par le 2 juin 2026

qui ont été versés au titre de la DETR et de la DSIL : 2,5M€ en 2017, 3,2M€ en 2018, 2,86M€ en 2019 et 2,7 M€ en 2020.

En tout l'an dernier, les missions d'appui aux territoires pour accompagner les collectivités dans leurs projets d'investissements structurants ont permis de financer, en collaboration avec les sous-préfectures d'Apt et de Carpentras, 140 projets dans le domaine des bâtiments et équipements publics, de la transition énergétique, du développement d'infrastructures en faveur de la mobilité, de la cohésion sociale et de l'attractivité du territoire.

## Covid : 4 800 doses de vaccin pour le Vaucluse



**Même si les indicateurs sanitaires tendent à se stabiliser sur un plateau relativement haut, le nombre de décès reste toujours élevé dans le département de Vaucluse cette semaine.**

Ecrit par le 2 juin 2026

Actuellement, le nombre de personnes hospitalisées ne parvient pas à diminuer sensiblement : 327 personnes sont hospitalisées dont 12 en réanimation et soins intensifs, 187 en hospitalisation conventionnelle et 128 en soins de suite et réadaptation. Le pic du nombre de personnes hospitalisées pour Covid a eu lieu le 17 novembre, avec 526 personnes hospitalisées. En tout, 575 décès sont à déplorer depuis le tout début de l'épidémie, dont 449 (+14) en hôpital et 126 (+21) en Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Cela représente 35 décès de plus en une seule semaine.

Dans le département, 60 'clusters' sont toujours actuellement en cours d'investigation par l'Agence régionale de santé (ARS) Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il apparaît que le taux d'incidence non consolidé, connaît un léger rebond et s'affiche pour la dernière semaine de l'année à 173 pour 100 000 habitants (ce chiffre n'intègre pas les résultats des tests antigéniques réalisés par les pharmacies et professionnels de santé). Dans le même temps, le taux de positivité augmente de 0,4 points, passant de 6,6% à 6,2% en semaine 52. Les cas positifs se répartissent toujours sur tout le département et leur nombre reste relativement stable après 4 semaines consécutives de forte hausse. « La vigilance doit rester de mise et les efforts ne doivent pas être relâchés pour consolider la situation, le couvre-feu est toujours en vigueur entre 20h et 6h00 », expliquent les services de la préfecture de Vaucluse.

### **Où en sommes-nous concernant les vaccins ?**

La phase 1 de la stratégie vaccinale a démarré à la fin du mois de décembre et son déploiement s'accélère dans le département depuis quelques jours. Depuis hier, plus de 4 800 doses de vaccin qui été mises à disposition du Centre hospitalier d'Avignon. Ces doses sont destinées à vacciner prioritairement les résidents des EHPAD et les personnels de santé de plus de 50 ans ou considérés à risque. La vaccination est également élargie aux sapeurs-pompiers et aides à domicile de 50 ans et plus et/ou présentant des facteurs de risque. Dès cette semaine, un premier centre de vaccination sera mis en place au centre hospitalier d'Avignon, tandis que d'autres centres de vaccination devront être mis en place très prochainement. « L'objectif est de permettre l'ouverture de nouveaux centres de vaccination en coordination avec les collectivités et les professionnels de santé et de la médecine de ville du département, afin d'aboutir à un maillage équilibré du territoire », annonce la préfecture.

---

## **Rencontre avec Souad Zitouni, députée LRM de la 1ère circonscription de Vaucluse**

Ecrit par le 2 juin 2026



**Souad Zitouni, élue suppléante de Jean-François Césarini, exerce son mandat de Députée LRM (La République en marche) de la 1<sup>re</sup> circonscription de Vaucluse depuis le 30 mars 2020. Par un jour blafard de la fin de ce mois de décembre 2020, elle arrive à la rédaction, se pose, boit un thé et parle longuement sans fard. Portrait sans retouches.**

Mais qui est Souad Zitouni née le 23 avril 1974 à Boukadir en Algérie ? Côté vie privée madame la députée est avocate à Avignon, spécialisée en droit de la famille, mariée à un libanais médecin généraliste à Monteux et mère de trois fils. De la petite algérienne pauvre à la députée retour sur son parcours, ses embûches et ses ambitions.

### **Légitime**

«Aujourd’hui, je travaille avec une belle équipe et siége à l’Assemblée nationale. J’ai déposé des amendements que j’ai moi-même rédigés, je saisis les cabinets lorsque les administrés le demandent, particulièrement sur l’injustice. Je frappe aux portes et crée mon propre réseau. Je veux travailler sur la reconstruction économique, sociale et politique car tout est imbriqué et la période que nous vivons est extrêmement difficile.»

### **Travailler sur le temps long**

«Je ne veux pas être une étoile filante. La résilience et la patience caractérisent ma vie. Je gravis la

Ecrit par le 2 juin 2026

montagne marche après marche. Je solidifie les rencontres que je fais, les actions que l'on mène car nous ne sommes pas dans le 'one shot'. Je ne communique pas sur tout ce que je fais. Les gens qui me demandent d'intervenir pour eux le savent. En revanche, je mets en lumière ce que font les autres, comme les associations : la Banque alimentaire, les Restos du cœur, le Samu social qui travaillent beaucoup dans l'ombre.»

### **Femme politique et soeurité ?**

«Est-ce difficile d'exister à l'Assemblée nationale lorsque l'on est une femme ? Oui mais ici aussi. Etre femme nécessite d'être solidaires entre nous. Pourquoi ne le sommes-nous pas ? Par manque de confiance en nous-mêmes et en l'autre ? Peut-être aussi parce que jusqu'à présent nous ne nous l'étions pas proposé...»

### **Les femmes qui m'inspirent ?**

Les femmes qui m'inspirent ? Elles sont intelligente, pugnaces, bonnes oratrices. Elles se nomment : Simone Veil (Membre du Conseil constitutionnel français de mars 1998 à mars 2007, Ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville de mars 1993 à mai 1995, Présidente du Parlement européen de juillet 1979 à janvier 1992, Députée européenne de juillet 1979 à mars 1993 et ministre de la santé de mai 1974 à juillet 1979) ; Rachida Dati (Maire du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris depuis le 29 mars 2008, Députée européenne de juillet 2009 à juillet 2019 ; Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de mai 2007 à juin 2009 ; Christiane Taubira (Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de mai 2012 à janvier 2016). Elles sont mes modèles et je bâtis mes actions sur leurs fondations.

### **Le temps d'avant ?**

«Je suis née en Algérie, aînée de six enfants, trois nés en Algérie et trois autres en France. J'étais entourée de femmes avec ma grand-mère qui, parce qu'elle était veuve, a élevé seule ses quatre filles. Nous étions une famille plus que modeste c'est la raison pour laquelle papa est parti exercer le métier de maçon en France. Lorsque j'avais 4 ans nous avons quitté l'Algérie pour la France gagnant les quartiers nord de Marseille. A ce moment-là mon père nous a demandé de cesser de parler arabe à la maison pour ne parler que français.»

### **Mon histoire**

«Très jeune, j'accompagnais ma grand-mère dans les écoles et dans les usines où elle faisait le ménage, puis ma mère avait en charge des tours de bureaux à Marseille. A mon tour, étudiante et boursière je prenais le même chemin. Lorsque vous avez la peau mate, les cheveux noirs j'ai, que vous êtes maghrébine, sans surprise, vous faites le ménage. Avec mon nom et l'adresse de mon quartier je ne pouvais pas prétendre à travailler dans une banque pendant les vacances scolaires. Alors vous êtes confrontée aux regards des autres qui vous ignorent, ostensiblement, c'était très clairement une situation récurrente et humiliante. Et puis, un jour, j'ai dit que je faisais des études, alors leur regard a commencé à changer.»

### **Les études pour se faire sa place**

«Mais oui, toute ma famille a été exposée à ce racisme, cette violence ordinaire. Nous habitons un petit appartement. Je ne disposais pas de chambre et je dormais dans la salle à manger. J'attendais que tout le

Écrit par le 2 juin 2026

monde soit couché pour travailler. Et lorsque la maison était pleine, je m'enfermais dans un petit cagibi avec une lampe pour pouvoir étudier. Par la suite, je disposais d'une chambre en cité U obtenue de justesse. C'est cette chambre d'étudiante qui m'a réellement permis de poursuivre et de mener à bien mes études tout en enchaînant les petits boulots à côté pour vivre.»

### **Courageuse et surtout résiliente...**

«La vie est faite d'obstacles et d'embûches. Je suis courageuse mais la vie m'a appris à surtout être résiliente. Il faut se battre pour ce que l'on veut. Ce sont les études qui font des femmes des êtres libres. Petite, ma mère et ma grand-mère me suppliaient d'apprendre à tenir la maison, à m'astreindre aux tâches ménagères. Même si je m'y suis pliée, je leur disais que la vie d'une femme ne pouvait se résumer à cela. J'insistais en disant : 'je prendrai des personnes qui m'aideront mais je ferai des études'. Notre grande chance ? Que les études soient gratuites en France ! J'ai aussi été animatrice en centre de vacances, en centre social, surveillante au sein de collèges difficiles parce que je voulais montrer aux enfants et aux jeunes-filles qu'elles pouvaient s'en sortir et surtout s'élever !»

### **Pourquoi avoir voulu être avocate ?**

«Au début ce n'était pas un choix. Je voulais être grand-reporter et voyager de par le monde en opposition à l'enfermement dans un même quartier, à ma petite chambre d'étudiante, je voulais m'évader. Puis j'ai suivi un groupe d'amis que j'avais depuis le collège et le lycée, entrant en fac de droit avec pour spécialité le droit de la famille qui évoque l'enfance, la jeunesse, l'accompagnement des parents... Je ne veux pas juger les gens... Je veux les aider. Sur mes 10 amis, j'ai été la seule à continuer mes études, chacun prenant une voie différente. J'étais boursière et je n'avais pas droit au redoublement, alors ma vie se résumait à étudier et à travailler. Et puis, en avançant dans la vie - j'avais 23 ans - je constatais de plus en plus d'injustice. J'étais stagiaire dans un cabinet d'avocats, j'ai demandé à mon mentor de quelle manière je pouvais intervenir auprès de personnes qui avaient besoin d'aide. Il m'a aiguillé.»

### **La réalité ?**

«Concrètement mes premières interventions ? Une adolescente de 14 ans attend sur le quai de la gare routière pour partir, avec son école, visiter le camp de concentration de Varsovie. On a juste omis de lui dire de prendre son passeport. Alors le bus part, la laissant seule, il est 21h30. Le collège ne s'inquiète pas de son retour chez elle. Elle sera violente sur le quai de la gare et détrossée de sa valise et de son sac. Elle reste là, seule et hébétée dans la nuit qui tombe. Elle s'est fait dépouiller et personne ne s'en émeut ! J'ai obtenu que le collège prenne ses responsabilités et qu'elle soit dédommée. Une autre fois une jeune-femme se fait voler son sac. Son père -qui ne parle pas bien français- essaye d'expliquer au fonctionnaire de police ce qui s'est passé. Le fonctionnaire ne l'écoute pas et lui manque de respect. La jeune-fille intervient tout doucement pour dire au policier d'écouter son père et au moins de le respecter. Le fonctionnaire s'y résout.»

### **Le racisme ?**

«Jeunes avec mon frère nous faisons du sport et avons des amis moins bruns et moins typés que nous, mais lorsqu'il s'agissait d'entrer en boîte de nuit ou ailleurs nous n'arrivions pas à franchir la porte. Tout cela laisse des traces. Tout ce racisme, ces frustrations entraînent encore plus de frustrations de la part

Écrit par le 2 juin 2026

de ceux qui les vivent. La colère monte et c'est cela qui entraîne le séparatisme. Ceux qu'on n'accepte pas se retranchent dans une communauté qui, elle, va les accepter. Ils y vont parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Notre famille n'a pas suivi cette voie parce que ça n'était pas notre façon de penser. Moi, ce qui m'a sauvée ce sont les études. C'est ce qui me permet d'être respectée.»

## 2021

«2021 ? Ce sera l'année de la reconstruction. Je veux être aux côtés de ceux qui ont souffert. Auprès des professionnels de la sphère médico-sociale, j'œuvre pour la revalorisation et l'égalité salariale, la culture, les restaurateurs... Je ne comprends pas qu'ils n'aient pas pu rouvrir alors qu'ils sont très respectueux du protocole sanitaire. Le moral des français nécessite ces réouvertures pour partager des moments de convivialité, d'échanges.

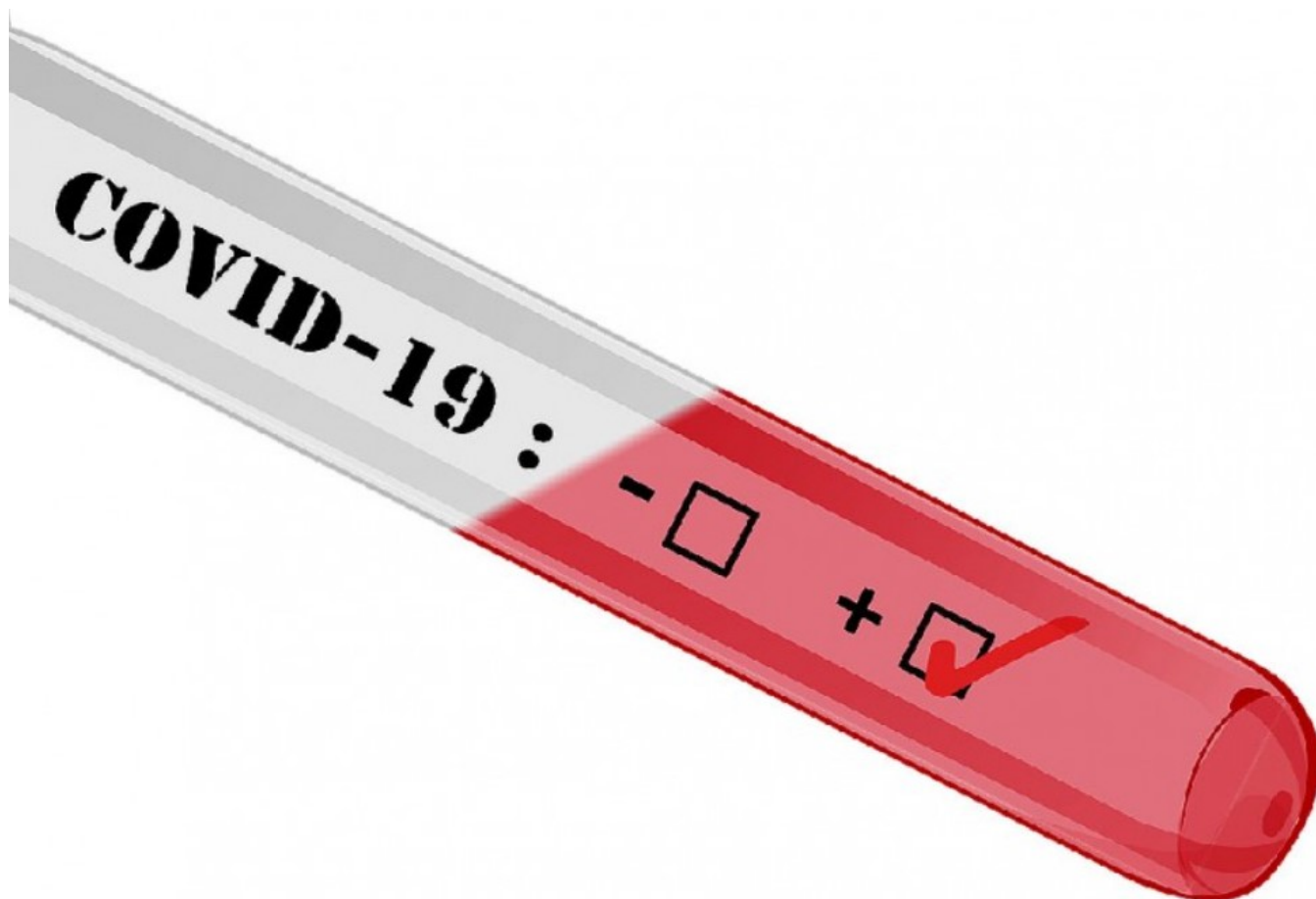
### Intervention de Souad Zitouni sur la radio 10-12 de Fly Fm

[https://www.flyfm.fr/podcast/le-10-12-de-flyfm-itw-mme-souad-zitouni/?fbclid=IwAR3cUScl7RU3\\_gHiJtHahhOgf36ylhvnmlT\\_4u91c3f-MAYLK\\_R1xSGmIIM](https://www.flyfm.fr/podcast/le-10-12-de-flyfm-itw-mme-souad-zitouni/?fbclid=IwAR3cUScl7RU3_gHiJtHahhOgf36ylhvnmlT_4u91c3f-MAYLK_R1xSGmIIM)

---

# Covid-19 : où faire un test de dépistage rapide près de chez soi ?

Ecrit par le 2 juin 2026



Les professionnels de santé en Vaucluse ont recensé dans un document tous les lieux de dépistage rapide de la Covid-19 dans les villes et villages du département.

Pour consulter la liste, cliquez [ici](#)

---

## « La performance est aussi un investissement social » Matthieu Petit, fondateur d'Eose

Ecrit par le 2 juin 2026



**Matthieu Petit, 36 ans, est à la tête d'Eose (voir vidéo ci-dessous), entreprise de conseil en santé et sécurité au travail. L'entreprise travaille sur la prévention des troubles musculo-squelettiques, les risques psychosociaux, la qualité de vie au travail et met au point des formations de pratiques et des techniques de management.**

Pour créer sa société Matthieu Petit s'est entouré d'associés actifs, chacun expert dans chaque domaine proposé par la structure, s'est fait accompagner par le [Rile](#), pépinière d'entrepreneurs de Carpentras et '[Bras droit des dirigeants](#)'.

### **La création**

«Pourquoi ai-je créé Eose ? Pour réunir mes têtes. Parce que j'ai toujours exercé plusieurs activités et statuts. Alors que je poursuivais des études d'ostéopathe j'ai, en même temps, fait un master 2 d'ergonomie et de gestion des risques professionnels. Je pense avoir emprunté cette voix parce que je cumulais, depuis mes 17 ans, les petits boulots : manutentionnaire, conducteur machine, magasinier

Écrit par le 2 juin 2026

d'usine, restauration... Autant d'expériences qui m'ont apporté des CDI (Contrat à durée déterminée) qui me permettaient de poursuivre mes études et de travailler toute l'année durant mon temps libre.»

### **Un processus d'observation et d'analyse des ressentis**

«Ce sont la juxtaposition de ces expériences professionnelles, mes contacts avec d'autres salariés et les expériences que je vivais qui m'ont fait prendre conscience qu'il y avait un lien très fort entre l'activité professionnelle, les douleurs physiques ressenties et le métier d'ostéopathe que j'apprenais. J'ai ainsi travaillé en médecine du travail, enseigné l'ostéopathie et mené des missions dans les entreprises sur la santé et la sécurité, la prévention des troubles musculo-squelettiques, les risques psychosociaux et la qualité de la vie au travail.»

### **Quelle est la demande des entreprises ?**

«Nous travaillons particulièrement sur la sécurité, l'amélioration des conditions de travail et les démarches de qualité de vie. Les entreprises sont demandeuses puisque le document unique et l'évaluation des risques professionnels sont obligatoires. Certaines le font par obligation quand d'autres y voient un axe de travail et une mise en conscience. C'est là, précisément qu'émergent des cultures d'entreprise.»

### **L'intérêt de l'employeur**

«L'intérêt d'un employeur est de mettre en place de bonnes conditions de travail, car ainsi, les employés ont les moyens de travailler plus rapidement, plus qualitativement et peuvent y prendre du plaisir en ayant des temps de co-construction et de partage. C'est un peu comme une vie de famille où règne une bonne ambiance générant plus d'activités et d'entraide.»

### **Plus d'acuité**

«Les employés, aujourd'hui, sont plus regardants sur leurs conditions de travail et de qualité de vie. Ils ont acquis une perception du travail. Les nouvelles générations n'ont pas les mêmes relations à l'entreprise et à l'employeur que nous ou nos parents pouvaient avoir. A poste et salaire équivalents ils sont plus enclins à travailler dans une petite qu'une plus grande structure. En cause ? Des relations humaines plus valorisées et une meilleure qualité de vie au travail.»

### **Un marché concurrentiel**

«Oui, c'est clairement un marché concurrentiel sur l'ensemble des champs. Le marché de la sécurité est très 'dur' avec des tarifs qui varient beaucoup certains cassant les prix tandis que d'autres se positionnent sur des démarches très qualitatives, voire haut de gamme. Sur l'aspect ergonomie et risques psychosociaux les concurrents sont, là aussi, nombreux. En revanche nous sommes peu sur la qualité de vie au travail à avoir une vision complète de la problématique. Là où il y aurait de la concurrence et créneau sur lequel nous ne travaillons pas ? Le bien-être au travail avec son cortège de 'baby foot', de 'paniers de fruits' et de séances de yoga. Ce n'est pas notre sujet.»

Écrit par le 2 juin 2026

## Notre savoir-faire ?

«Notre savoir faire ? Nous savons autant travailler avec les toutes petites entreprises locales (moins de 5 salariés) qu'avec les grands comptes pourvus d'implantations mondiales. Nous intervenons aussi pour l'association '100 000 entrepreneurs' qui oeuvre auprès des jeunes pour les sensibiliser à l'entrepreneuriat. Nous intervenons sur toute la France, même si nous sommes basés dans le Sud-Est où nous réalisons entre 60 et 70% de notre chiffre d'affaires. Nos devis s'étendent de 1 000€ à plusieurs dizaines de milliers d'euros et nous travaillons autant sur le secteur public que le secteur privé.»

## Stratégie de croissance

«Nous continuons à structurer notre démarche commerciale avec [Charles Navarre](#) de 'Bras droit des dirigeants' rencontré lors d'une réunion au sein de la [CPME 84 \(Confédération des petites et moyennes entreprises\)](#). Nous travaillons sur l'aspect communication et marketing qui vise à développer l'image de marque de l'entreprise et sa notoriété. Nous réfléchissons à une offre qui permettrait d'externaliser la fonction de la sécurité dans les entreprises. Cela permettrait de créer de la récurrence chez nos clients. Cette offre va dans le même sens que le DRH (Directeur des ressources humaines) et le directeur commercial externalisés qui travaillent à temps partagé pour plusieurs structures. Cette personne relèverait et gérerait l'ensemble des tâches relevant de la sécurité dans et pour plusieurs entités. Cela permet d'apporter les compétences techniques et opérationnelles aux employeurs ainsi que de la sérénité.»

## Notre actualité ?

«Il est important, aujourd'hui, que les employeurs s'appuient sur des ressources externes, notamment pour toute la gestion liée à la Covid-19 car beaucoup de salariés, actuellement en télétravail, aspirent à regagner leur bureau. Le risque infectieux étant prégnant, les dirigeants d'entreprise auront à être particulièrement vigilants.»

## Ce qui me tient à cœur ?

«La qualité de vie au travail est une démarche de fond, de gestion de projet et d'entreprise. C'est parce que le chef d'entreprise et son équipe vont faire en sorte de développer la qualité de vie au travail que les employés vont s'accomplir. On est là, loin du bien-être ou du bonheur gadget avec son baby-foot et autres... ce n'est pas le bonheur qui rend productif mais c'est parce qu'on permet aux employés d'être productifs qu'ils vont pouvoir s'épanouir dans leur vie professionnelle et qu'on participera à leur bonheur.»

## Une vraie prise de position

«C'est une vraie prise de position, loin des démarches cosmétiques autour du bien-être au travail : salle de pause, cours de yoga... Cela cache parfois 'Beyrouth' dans l'entreprise avec un management compliqué, une communication inexistante, des objectifs déconnectés de la réalité, et un personnel sous pression. Ce n'est pas de la qualité de vie au travail mais un pansement sur une hémorragie. Vendre une

Ecrit par le 2 juin 2026

démarche qualité de vie au travail est difficile car il y a une telle distorsion de perception entre ce qu'est une démarche qualité de vie au travail et ce qu'aujourd'hui on en fait, que les gens nous prennent pour des extra-terrestres ! Pourtant un accord national interprofessionnel entre l'Etat, les représentants patronaux et les salariés a été signé en 2013 sur la qualité de vie au travail.»

### **Les hommes et le travail**

Alors, les hommes et le travail ça donne quoi ? «Un salarié du secteur privé est en moyenne absent plus de 16 jours par an, poursuit Matthieu Petit. Pour 'compenser' l'arrêt de travail de 30 jours d'un employé spécialisé, l'entreprise devra réaliser, en moyenne, 20 000€ de chiffre d'affaires additionnel. Enfin et surtout, la productivité d'une équipe heureuse augmenterait jusqu'à plus de 12%.»

**Eose. 68, rue du refuge à Carpentras. 09 73 61 01 40 / [contact@eosefrance.com](mailto:contact@eosefrance.com) / [www.eosefrance.com](http://www.eosefrance.com)**

***Vidéo de notre confrère La Tribune où Mathieu Petit fit une présentation d'EOSE en 2017 dans « La Tribune des PME, Parole d'Experts. »***

---

## **Publication du rapport de la chambre régionale des comptes sur la politique de logement du Grand Avignon**

Ecrit par le 2 juin 2026



**La chambre régionale des comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de rendre public son rapport sur la gestion de la politique du logement de la communauté d'agglomération du Grand Avignon. Ce travail, portant sur la période 2015-2018, constate que sur la période 2012 à 2017 le Grand Avignon n'a pas atteint les objectifs assignés de production. Ainsi, selon l'organisme de contrôle, seuls 1 966 logements sociaux ont été construits entre 2012 et 2017, au lieu des 2 640 prévus.**

### **Abandonner la logique de guichet**

Par ailleurs, la Chambre régionale estime que « l'offre nouvelle correspond imparfaitement à la demande » puisque « 70% des logements construits sont des T3 et T4 alors que l'objectif était de développer la production de T2 et de T5 » ;

« Au total, le Grand Avignon n'a dépensé que 8,7M€ en faveur de cette politique entre 2012 et 2017, contrairement aux 12,4 M€ annoncés », constate ensuite la Chambre qui conclut « que l'amélioration de la politique intercommunale de l'habitat et du logement, dans un contexte budgétaire contraint, passe par l'abandon par le Grand Avignon de la logique de guichet pour intervenir plus en amont dans la conception des opérations, l'amélioration de la cohérence entre ses différents outils, et le renforcement le suivi des bailleurs. »

### **L'agglomération en chef de file**

Dans sa réponse adressée à la Chambre, Joël Guin, le nouveau président du Grand Avignon, rappelle la

Ecrit par le 2 juin 2026

volonté de l'intercommunalité à soutenir fortement « la production et souhaite que la politique de l'habitat et du logement soit portée en commun par l'agglomération et les communes dans le respect de leurs compétences respectives, objectif réaffirmé dans notre projet de 3e PLH (Programme local de l'habitat) ».

« Je considère que l'agglomération joue pleinement son rôle de chef de file de la politique locale de l'habitat », poursuit Joël Guin qui rappelle notamment que « nous avons instauré l'automaticité des garanties d'emprunts dès lors qu'un dossier était subventionné, et ce de manière à fluidifier le montage, déjà très complexe, des dossiers de financement portés par les bailleurs ».

[Retrouvez ici le rapport complet de la Chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la gestion de la politique de logement de la Communauté d'agglomération du Grand Avignon](#)

---

## Conseil Départemental : 3h de débats pour 40 délibérations dont le copieux projet de Budget Primitif 2021

Ecrit par le 2 juin 2026



Une minute de silence, avant d'ouvrir les micros, en hommage à l'ancien président Giscard d'Estaing. Et la dernière séance de l'année commence par l'aménagement d'une piste cyclable sur le carrefour de Réalpanier au Pontet, avec des espaces verts, des trottoirs, un éclairage public et une signalisation adaptée. Toujours pour améliorer la circulation et l'insertion paysagère, à l'échangeur Beaulieu à Monteux, une série d'accotements, remblais et bassin de rétention des eaux seront aménagés sur près de 12 000m<sup>2</sup>, ce qui fera grincer les dents de Sylvie Fare, l'élue écologiste qui dénoncera « un camouflage paysager surdimensionné et des terres agricoles grignotées, 100 hectares artificialisés, donc sacrifiés en 10 ans ». Autre projet, la voie de liaison entre la départementale 973 et le sud-ouest de Pertuis, cofinancée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant total de 15M€. Un schéma département de la voirie suivra avec le Pôle d'échange d'Orange, les véloroutes, la LEO (Liaison Est Ouest d'Avignon), le renforcement des ouvrages d'art et les murs de soutènement pour une facture de 52M€.

### Le haut débit fait débat

Le 'Très Haut Débit', axe fort de développement du Vaucluse, confié par DSP (Délégation de service

Écrit par le 2 juin 2026

public) à Vaucluse Numérique fait état de 50 420 prises raccordées fin 2019 pour une somme de 68M€ dans la 1ère phase de déploiement. Pour le second plan à l'horizon 2021, il y aura 55 287 prises connectées pour 80M€. Jean-François Lovisolo (PS) regrettera l'absence de mutualisation des gaines, Darida Belaïdi (Divers gauche) précisera qu'il n'y a pas de fibre pour les milliers de riverains de la Rocade Charles de Gaulle à Avignon, Hervé de Lépinau dénoncera « Le flou artistique du rôle que doivent jouer mairies, opérateurs et communautés de communes. On se demande qui fait quoi, c'est du vite fait, mal fait. A quoi le président Maurice Chabert répondra : « nous savons qu'il y a des problèmes, l'Association des Maires les a fait remonter, si nécessaire nous demanderons des pénalités ».

Dans le même secteur, le 2ème Schéma Numérique des Collèges (2021-2024) prévoit l'activation des connexions dans les 54 établissements pour les 30 000 élèves. « Avec la crise sanitaire et le confinement, les élèves ont eu besoin d'un ordinateur pour suivre leur scolarité. Dès la rentrée 2021, 21M€ seront alloués à l'achat de tablettes, à la mise en place de Wi-Fi dans les collèges, à la création d'un Espace numérique de travail (ENT) étendu aux 54 collèges pour permettre les échanges entre les élèves, les professeurs et les parents » précise Dominique Santoni responsable de l'Éducation au Conseil Départemental. Hervé de Lépinau (RN) cite l'exemple des Bouches-du-Rhône où dès réception des tablettes gratuites pour les collégiens, elles se sont parfois retrouvées en vente sur 'Le bon coin'...

## Faire face au réchauffement climatique

Le Programme Départemental d'Aménagement Hydraulique doit permettre au monde agricole de survivre malgré le réchauffement climatique, les périodes de sécheresse et d'orages intenses. Sur les 39 000 hectares irrigables de Vaucluse, 25 000 sont gérées par des associations syndicales. 388 000€ de subventions seront alloués par le Département, 354 000 par la Région Sud et 148 000 par la Communauté Européenne.

Face à l'impact du coronavirus, un 'Plan de Relance de l'Investissement' a été voté pour sauvegarder les entreprises et sauver les emplois, tout en gardant en tête l'esprit de transition écologique. Ce plan pluriannuel sera doté de 49M€.

Enfin, au bout de 2h de séance, les élus départementaux ont entamé l'examen des 328 pages et tableaux du BP (Budget primitif) 2021. Powerpoint à l'appui, c'est Jean-Baptiste Blanc, le nouveau sénateur (LR) toujours en charge des finances qui l'a présenté en détails. « Dans un contexte de crise sanitaire sans précédent et de recul de la part départementale de la taxe foncière comme de la Dotation globale de fonctionnement (DGF), le projet de budget de Vaucluse s'équilibre à 699,1M€. Les dépenses sociales grimpent de façon significative, 113M€ pour le RSA (Revenu de solidarité active) contre 103,5 en 2020, la charge nette pour le département s'élève à plus de 50M€ alors qu'elle était de 12M€ en 2011. L'évolution de dépenses du personnel est en hausse de +1,5%. Le nombre d'agents a spectaculairement reculé de 2318 en 2014 à 2168 aujourd'hui, mais avec la revalorisation indiciaire des salaires et le GVT (Glissement vieillesse technicité), la masse salariale passe à 130M€.

Ecrit par le 2 juin 2026

## Nombreuses dépenses d'équipement

Parmi les futures dépenses d'équipement, 1,4M€ pour la construction des nouvelles Archives Départementales sur le site d'Agroparc, 1,8M€ pour le chantier de réhabilitation des façades et de la couverture du Palais des Papes, 0,4M€ pour la construction d'un Ehpad (Etablissement hébergeant des personnes âgées dépendantes) de la Croix Rouge à Avignon et la même somme pour le développement des usages et services du numérique en télémédecine.

C'est Yann Bompard (Ligue du Sud) qui entamera le débat « Grâce à Valéry Giscard d'Estaing et sa loi sur le regroupement familial, nous accueillons toute la misère du monde, toujours plus d'immigrés, une fraude massive au RSA, une catastrophe économique, financière et sanitaire avec le coronavirus et une paupérisation de nos concitoyens en hausse ». Darida Belaïdi (DG) insistera sur le rôle majeur que joue le département dans la solidarité due aux plus faibles. « Elle est notre 1<sup>ère</sup> mission et leur seul patrimoine. Nous ne sommes pas au CAC 40 pour faire fructifier l'argent des actionnaires, mais pour porter une attention soutenue aux précaires. Là, le compte n'y est pas. Avec la Covid-19, les 900 agents des services sociaux de département ont été méprisés par la hiérarchie. A force de réduire les effectifs, de vouloir laver plus blanc, ça fait tâche. »

Le président Chabert répondra qu'il n'y a eu aucune diminution de personnel, il a même gagné 6 personnes, et qu'en plus de la réorganisation des 16 Espaces départementaux des solidarités (Edes) est prévue la création de 3 autres structures à Carpentras-Graville, à Sault et Apt.

Jean François Lovisolo (PS) reconnaît que « l'exercice est compliqué, les marges de manœuvres minces, la détresse sociale et psychologique mondiale, l'humain doit être au cœur de nos préoccupations. » André Castelli (PC) dénonce « l'Etat régalien qui se défait de ses responsabilités sur les collectivités locales ». Jean-Baptiste Blanc conclura que « ce budget a vocation à renforcer l'accompagnement des publics de plus en plus en difficulté, limiter l'effet ciseaux du recul des dotations, de la crise sanitaire, économique, sociale pour conforter le développement de notre territoire. Nous sommes fiers de vouloir favoriser une solidarité humaine et territoriale ».

---

## Noël : 100€ pour les ados vauclusiens

Ecrit par le 2 juin 2026



**A l'image des autres adolescents de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les ados vauclusiens devraient recevoir une enveloppe de 100€ d'argent de poche de la part de leurs parents à l'occasion des fêtes de Noël.**

Selon cette étude réalisée par [l'Institut Poll & Roll](#) pour le compte de [Pixpay](#), la banque pour ados, 80% des jeunes Français reçoivent de l'argent pour Noël. En moyenne, cette somme s'élève à 82,9€ pour l'ensemble de l'Hexagone. Les ados de la région sont plutôt bien lotis puisqu'il figure en 2<sup>e</sup> position au niveau national, derrière ceux des Hauts-de-France (103€) mai devant Centre-Val de Loire (93€), Nouvelle-Aquitaine (83€) et l'Ile-de-France (83€).

### **Là aussi des inégalités homme-femme**

Dans ce palmarès apparaissent ensuite nos voisins d'Occitanie (81€) et d'Auvergne-Rhône-Alpes (79€) suivis du Grand Est (78€), de Bourgogne-Franche-Comté (69€), des Pays de la Loire (66€), de Normandie

Ecrit par le 2 juin 2026

(65€) et de Bretagne (64€) qui sont les moins gâtés. Par ailleurs, plus les adolescents grandissent, plus ils tendent à recevoir de l'argent comme cadeau pour Noël. Ils sont aussi plus de la moitié à recevoir une somme symbolique de 50€ (33%) ou de 100€ (23%). Enfin en France, les garçons (90€) reçoivent en moyenne 16€ de plus que les filles (74€) à Noël.

## Vaucluse : Enedis et Face luttent contre l'exclusion



Écrit par le 2 juin 2026

**En partenariat avec la Fondation Agir contre l'exclusion (Face) Vaucluse, Enedis s'engage contre la précarité énergétique avec la mise en œuvre d'actions de Médiation Sociale Energie.**

Patrice Perrot, directeur territorial Enedis en Vaucluse et Pierre-Hubert Martin, président de Face Vaucluse viennent de signer une convention de partenariat portant sur la mise en œuvre d'actions de Médiation Sociale Energie. Enedis s'engage à prendre contact avec les clients en amont du déplacement pour impayés dans le but d'éviter la coupure ainsi qu'à établir une médiation auprès des clients lors des interventions techniques clientèles en accompagnant les techniciens Enedis.

Ces dispositifs s'inscrivent dans une démarche de prévention 'coupure' pour laquelle Face Vaucluse est chargée de contacter les clients pour lesquels une interruption d'électricité est prévue afin d'envisager avec eux les meilleures solutions de traitement de leur situation (explications et orientation vers le fournisseur d'électricité choisi par le client, contacts avec les services sociaux, aide à la gestion du budget énergie, etc.). A ce jour, 6 500 dossiers ont été confiés et traités par Face Vaucluse avec un taux d'annulation sur contact établi de l'ordre de 20 %.